



Quand le libéralisme allemand critique (mal) l'euro...

Xavier Dupret
Mai 2019
9.400 signes

Une note issue du think tank allemand CEP (Centrum für Europäische Politik) a fait beaucoup de bruit de bruit, lors de sa parution, il y a quelques semaines¹. Réévaluer de façon critique et nuancée cette instructive production sera peut-être possible maintenant que les passions médiatiques se sont quelque peu éteintes.

Selon les chercheurs d'outre-Rhin, l'Allemagne a été la grande gagnante en Europe de la mise en place de la monnaie unique, tandis que la France et l'Italie en auraient été les principaux perdants. La Belgique, quoique dans une moindre mesure, aurait également été perdante suite à l'introduction de l'euro. D'après le CEP, cette perte de prospérité serait même, dans le cas belge, supérieur à ce que l'Espagne a enduré.

Présentation de la thèse

On commencera par situer d'un point de vue idéologique le propos du CEP. Ce centre d'études n'a rien d'une officine gauchiste puisqu'il fait partie de la fondation *Ordnungspolitik*. Il s'agit d'une fondation assurant la promotion de l'ordolibéralisme allemand.

L'ordolibéralisme désigne un courant politique allemand qui a émergé à Fribourg dans les années 1930 suite aux cogitations de trois intellectuels locaux (un économiste, Walter Eucken, et deux juristes, Franz Böhm et Hans Grossmann-Dörth). Il se situe en rupture avec le libéralisme classique dans la mesure où il estime que l'Etat doit jouer un rôle central pour permettre au marché de fonctionner. Dans cette optique, l'économie libérale a besoin d'un cadre global de régulation que le marché ne peut assumer à lui seul. « L'État doit consciemment construire les structures, le cadre institutionnel, l'ordre dans lequel l'économie fonctionne. Mais il ne doit pas diriger le processus économique lui-même ² ». Bref, des Allemands plutôt de centre-droit, pour reprendre les critères en vigueur dans la presse grand public, qui décrètent que l'euro a, pour l'essentiel, profité à l'Allemagne, voilà qui n'est pas banal et devrait donc inciter à jeter un coup d'œil plus qu'attentif à l'étude en question.

¹ Alessandro Gasparotti, Matthias Kullas, Centre for European Policy, *L'euro a 20 ans: qui sont les perdants ? Qui sont les gagnants ? Une étude empirique*, Fribourg, mars 2019.

² Walter Eucken cité dans *L'ordolibéralisme allemand, cage de fer pour le Vieux continent*, de François Denord, Rachel Knaebel et Pierre Rimbart, *Le Monde diplomatique* août 2015.

Le bilan de l'euro, selon le CPE, se présente comme suit.

Pays de la zone euro	Impact global de l'euro sur la prospérité nationale (1999-2017). En milliards d'euros.
Allemagne	1.893,00
Pays-Bas	346,00
Grèce	2,00
Espagne	-224,00
Belgique	-69,00
Portugal	-424,00
France	-3.591,00
Italie	-4.325,00
TOTAL	-6.392,00

Source : Alessandro Gasparotti, Matthias Kullas, Centre for European Policy, L'euro a 20 ans: qui sont les perdants ? Qui sont les gagnants ? Une étude empirique, Fribourg, mars 2019.

Comme on peut le constater, les conclusions tirées par le CEP montrent que l'introduction de l'euro a favorisé l'Allemagne. Plus de 1.890 milliards d'euros ont été accumulés par l'économie allemande entre 1999 et 2017. En deuxième position, mais loin derrière, on retrouve les Pays-Bas avec 346 milliards d'euros de gains entre 1999 et 2017. De façon plus surprenante, on notera la troisième position de la Grèce dans ce classement avec un gain (modeste) de deux milliards d'euros entre 1999 et 2017. Parmi les pays perdants, l'Italie et la France sont particulièrement touchées avec des pertes, respectivement, de 4.325 et 3.591 milliards d'euros. Les pays de la péninsule ibérique (Portugal et Espagne) accusent également des pertes de l'ordre de 424 milliards d'euros pour le Portugal et de 224 milliards dans le cas espagnol.

En divisant cet impact global par le nombre d'habitants de chacun des pays repris dans cette liste, on obtient les chiffres suivants.

Pays de la zone euro	Impact de l'introduction de l'euro sur la prospérité par habitant (1999-2017. En euros)
Allemagne	23.116,00
Pays-Bas	21.003,00
Grèce	190,00
Espagne	-5.031,00
Belgique	-6.370,00
Portugal	-40.604,00
France	-55.996,00
Italie	-73.605,00

Source : Alessandro Gasparotti, Matthias Kullas, op.cit.

Appréhendées en données *per capita*, les chiffres de l'étude du CEP présentent une perspective quelque peu différente des gains et pertes réalisés par les différentes économies nationales en Europe durant la période concernée. On voit que les gains par habitant de l'Allemagne et des Pays-Bas sont similaires en se situant entre 21.000 et 23.000 euros par habitant entre 1999 et 2017. Les gains enregistrés par la Grèce apparaissent beaucoup plus modestes avec 190 euros *per capita* sur une vingtaine d'années. Ce contraste avec les données présentées au tableau précédent introduit un précieux contrepoint en ce qui concerne le cas d'espèce de la République hellénique. Les gains tel que calculés par le CEP s'avèrent, en effet, particulièrement modestes pour les citoyens grecs. Le changement de perspective introduit par le passage à une présentation des données par habitant est également particulièrement utile en ce qui concerne le cas belge puisque notre pays accuse, dans

ce cas de figure, une perte de revenu per capita de plus de 6.300 euros par habitant contre 5.000 euros pour l'Espagne.

Considérations d'ordre méthodologique

En tout état de cause, les chiffres surprenants de l'étude du CEP témoignent d'un enrichissement, suite à l'introduction de l'euro, des économies allemande, néerlandaise et ... grecque. Vu l'état de l'économie grecque aujourd'hui, nous sommes en présence d'un paradoxe pour le moins surprenant, pour ne pas dire saisissant. Ce n'est pas la seule bizarrerie de ce classement. Estimer, par exemple, que l'Espagne a moins souffert, suite à l'introduction de l'euro, que la Belgique constitue une hypothèse très forte. Pour faire le point sur ces conclusions interpellantes, nous devons impérativement chercher à faire le point sur la méthodologie utilisée par ce travail de recherche.

Le postulat de départ du CEP est que la création de la monnaie unique européenne a, et c'est indéniable (puisque c'est le principe même d'une monnaie unique), empêché d'avoir recours à des décisions nationales de dévaluation monétaire afin de retrouver de la compétitivité face à l'Allemagne. Pour produire son étude, le CEP a utilisé la méthode dite «de contrôle synthétique». Cette dernière consiste à comparer chacun des pays considérés de la zone euro avec un panel de pays situés en dehors de la zone euro et censés présenter des caractéristiques économiques similaires. La sélection des pays hors zone euro s'est effectué en fonction exclusivement de leur taux de croissance. Cette méthode strictement quantitativiste pose question puisqu'elle revient *in fine* à oblitérer les spécificités productives des pays étudiés pour ne plus centrer le propos que sur des données de nature purement statistique. C'est ainsi que parmi les pays hors zone euro supposés rendre compte de l'évolution de la France, si cette dernière n'avait pas adopté la monnaie unique, on retrouve, en premier lieu, ...l'Australie.

On peine, pourtant, à identifier les similitudes socio-productives supposées exister entre la France et l'Australie. Le commerce extérieur de Canberra était, en 2017, composé à plus de 90% de matières premières destinées principalement aux grandes nations asiatiques industrialisés ou en voie d'industrialisation (Chine, Japon, Corée du Sud et Inde pour respectivement 35%, 14%, 7,1% et 6,1% des exportations australiennes). Si on remonte à l'année 1999, on retrouve les mêmes spécialisations productives. A cette époque, on retrouve en tête des exportations australiennes les briquettes de charbon (13% du volume des exportations du pays), l'aluminium (4% des exportations), l'or (3,3%), le pétrole brut (3%) et la laine (2,6%). A cette époque, c'est le Japon qui était le premier partenaire commercial de Canberra et absorbait 24% des exportations du pays³.

En 2017, les exportations françaises étaient à plus de 90% des produits manufacturés. Son premier partenaire commercial était, à cette époque, l'Allemagne (13% des exportations françaises)⁴. Plus globalement, les principaux partenaires commerciaux de la France étaient, en 2017, des pays européens (environ 76% des exportations françaises⁵). Ces différences majeures d'ordre socioéconomique nous semblent de nature à envisager un discernement ainsi qu'une salutaire prise de distance critique, à partir de données davantage matérialistes, des conclusions livrées par le Centrum für Europäische Politik...

³ The Observatory of Economic Complexity, avril 2019.

⁴ The Observatory of Economic Complexity, mai 2019.

⁵ Aperçu du commerce extérieur de la France, Données 2016, *CHELEM* (Comptes Harmonisés sur les Echanges et L'Economie Mondiale)-*CEPII* (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), février 2019.